

Enb

**ETA, les armes
jusqu'à l'indépendance**

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE BASQUE
28 septembre 2006
N° 1946
1,22 €



Rentrée parlementaire

**Ibarretxe
relance
le dialogue**

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



Oui, mais ailleurs

PAS chez moi, chez les autres! Chez soi, pourtant, chaque personne produit un kilo de déchets ménagers par jour, près de quatre cents kilos par an. Et ce, partout sur le territoire de St Jean de Luz à St-Palais, de Biarritz à Charritte-de-Bas. Que fait-on de cette immense masse du contenu de nos poubelles?

Enbata, dans son numéro 1926 du 27 avril 2006, portait son regard sur la décharge exemplaire à St Pée sur Nivelle réalisée et exploitée par le syndicat Bizi Garbia réunissant neuf communes du Labourd sud et deux de Navarre (1). Bil ta Garbi a pour mission de traiter les déchets des autres communes d'Iparralde et de celles de trois cantons béarnais. Durant deux années le débat démocratique avec l'ensemble des élus, Conseil de développement et quelques autres organisations de la société civile, a porté sur le choix du mode de traitement. A l'unanimité, sauf trois ou quatre abstentions, le processus d'enfouissement a été retenu après, bien sûr, tri sélectif recyclable et compostage collectif et individuel.

Afin d'éviter les nuisances de transport et assurer l'équité entre la côte et l'intérieur du Pays Basque, Bil ta Garbi traitera nos déchets au plus près de leur production. C'est ainsi que deux sites, l'un sur la côte traitera 70.000 tonnes par an, et l'autre site 25.000 tonnes à l'intérieur.

Quelques oiseaux de mauvais augure agitent cependant les peurs comme on l'a vu le 4 février dernier dans les rues de St-Palais, Conseiller général en tête. Plus récemment, le village souletin de Charritte-de-Bas s'enflamme à l'annonce qu'un site de dix hectares pourrait être choisi sur la commune pour le traitement et l'enfouissement des 25.000 tonnes de déchets de la zone. Bil ta Garbi a tenu cet été trois permanences à la mairie et une réunion publique particulièrement houleuse pour

informer la population. Le dernier conseil municipal, mercredi 20 septembre, sous la pression de cent personnes, s'étant déroulé dans la plus grande agitation au bord de l'affrontement, le maire M. Lagaronne a dû lever la séance. Un comité de défense s'est constitué, non pour ne plus produire de déchets ménagers, mais pour qu'ils soient traités ailleurs et selon un autre procédé que celui démocratiquement retenu après longue réflexion par les élus unanimes de l'ensemble du Pays Basque.

Jusqu'ici personne à Charritte-de-Bas n'avait trouvé anormal que leurs déchets ménagers aillent sur la côte à la décharge de St Pée sur Nivelle. Certes, on peut aisément comprendre l'inquiétude soulevée en apprenant que c'est sa propre commune qui recevra désormais les tonnes de déchets alentour. Il est logique, alors, que l'on exige le maximum de garanties et de sécurité sur la mise en œuvre d'un enfouissement à quelques encablures de son domicile. Mais la colère manifestée à Charritte-de-Bas est irresponsable lorsqu'on sait qu'il s'agira d'enfouissement de déchets ultimes «neutralisés», car préalablement traités dans des lieux fermés pour en extraire les jus et les gaz. Nous sommes loin des décharges traditionnelles, couramment pratiquées dans la région de St-Palais, dont on agite le spectre pour refuser une solution maîtrisée. Si pour la côte ce procédé de «neutralisation» fonctionnera sur un site au cœur de l'agglomération BAB, on ne voit pas comment cela serait intolérable à Charritte ou ailleurs.

La maîtrise de notre propre destin se mesure, pour partie à notre capacité d'assumer les restes de notre société de consommation à laquelle nous goûtons tous .

(1) St Jean de Luz, Ahetze, St Pée sur Nivelle, Sare, Ainhoa, Bidart, Arbonne, Arcangues, Bassussarry et Urdax Zugarramurdi (Navarre).

Besten etxean... bai !

GIZARTEAK aldatzen dira. Mundu guziko gizarteek ezagutzen dituzte, goiz ala berant, aldaketa berak. Alde onera eta berdin alde txarrera... Frankotan entzuten dugu: «Lehen? Hobekiago zen...». Bagenuke adibide franko baieztatzeko edo ezeztatzeko esaldia... Gauza materialek, tresneriek, erraztu badute bizia, eboluzio horiek sortarazi dute ere berekoikeria. Gizarteak aldatzen dira: pentsaerak ere. Biak elkar lotuak balira bezala. Luzaz entzun da: «hiri nagusietan nehork ez ditu bere auzoak ere ezagutzen... Norbait hiltzen ahal da karrikan, nehor ez da mugituko...», gaur egun berdin erraiten ahal litzateke gure herri ttipietaz... Bakoitza bere etxean eta horrela hainbat hobe! Ahantziak auzo lanak... ahantziak auzo harremanak... galduak gure herrietako ohiturak... Egunero ikusten eta sentitzen ahal dugu: gure gizartea aldatu dela. Azken egunetan gertakari berri batzuek frogatzen dute. Miarritzeko auzo batetan bizizale eta hautetsi batzuek salatzen dituzte etxe batetako bizilagunak eta hor diren laguntza elkarteak... Horien kulpak bakarra: gazte eta «zailtasunean» izaitzea... Bigarren arazoa: hiri erdian izaitzea, eskoletatik hurbil, josta leku publiko baten ondoan... Estakuru harrigarria. Zailtasunak eta pobrezia bortizkeria eta arriskua ekartzen balitu bezala. Alta frantses legeak berak, gutti bada gutti, aipatzen du sozial elkartasuna, sozial laguntza... lege berri batek aipatzen ere so-

zial «koezioa», ala ere batzuentzat, ez da hiri erdian egin behar. Begietatik urrun. Zentro gunetatik urrun. Gure bizi lekuetatik urrun. Berdin sozial etxebizitzarentzat. Zenbat herrik ez dituzte legeak galdegin neurriak hartzen... Beharrezkoak baina beste herrietan... Beste adibide ohargarria: hondakinak. Nola eta non kudeatu gure hondakinak? Azken hilabeteetan gaia aski aipatua izan da... Denentzat argi: gaia ezin da baztertu. Baina zailtasunak sortzen dira hondakinen lurperatzeko lekuak hautatu behar direlarik. Nehork ez ditu bere lurretan nahi. Xiberotar Sarrikota-pia herrian jendea kexu... Bil ta Garbi sindikatuak nahi luke herriaren eremuan barnealdeko eta Xiberoko hondakinak hor lurperatu...Zenbait herritar eta hautetsi elkartzen dira, «beren interesen» zaintzeko (diotenez)... eta konponbide gisa: irri egin gabe, biarnes lurralde bat proposatzen ere... hondakinen lurperatzeko! Pentsatzen ahal da edozein herritan gauza bera gertatuko zela. Aski da oroitzea duela zenbait urte Hazparneko hondakin lekuak sortu zituen protestak... Pentsatzen ahal da ere gutarik gehiago batek berdin egin lezakeela... Interes pertsonala lehenik, gehiengoaren ondotik! Hor dugu behar bada gizarte pentsaeraren aldaketa nagusia... Ikasi beharko dugu ulertzen gehiengoaren interesak zaintzeko zenbait interes pertsonal ezeztatuak izaiten ahalko direla... eta hori idaztean nola ez pentsa: agian ez nireak!

CETTE SEMAINE TARTARO s'est étonné

gOGOETA



«Non, je ne suis pas nationaliste !» ...

... pas tant que ça de la convocation devant le tribunal correctionnel de Paris de l'ancien secrétaire d'Etat UMP à la construction des prisons, Pierre Bedier, soupçonné d'avoir touché des pots de vin sur l'attribution de marchés publics dans sa ville de Mantes-la-Jolie. Il risque 10 ans de prison. Enfin un promoteur susceptible de résider dans ce qu'il a lui-même fait construire...

... que la justice française refuse d'ouvrir une enquête sur les vols de la CIA transportant illégalement des prisonniers d'Al Quaida. La plainte déposée le 21 décembre 2005 par la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme a été classée sans suite par le Parquet de Bobigny. Voilà une «démision» que Sarkozy n'a pas stigmatisée au Tribunal de Bobigny qu'il a pourtant en point de mire...

.... que Jacques Chirac se pose en preux chevalier de la défense des juges que son vassal ministre Nicolas a sèchement secoués à Bobigny. Jacques a ostensiblement reçu à l'Elysées Guy Calivet, Premier président de la Cour de cassation, dans un geste de réhabilitation. Recevoir les magistrats oui, mais répondre à leur convocation, que nenni!

... des propos du Préfet des Pyrénées-Atlantiques qui, comme son confrère de Seine-St-Denis dans une note à Sarkozy, a déploré la mansuétude des magistrats locaux face à la délinquance. Habile, il déclare: «Il ne s'agit pas d'une mise en accusation, mais d'une mise en attention!» Qui se plaindrait d'un haut fonctionnaire d'autorité si attentionné?

.... pas tant que ça que la démolition de la «paillote» sur la plage d'Hendaye soit ordonnée par le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, un certain Cabannes. Un expert vous dis-je!

... et réjouit qu'enfin la France, par la voix de son ministre des Anciens Combattants, Hamlaoui Mekachera, décide de revaloriser les pensions versées aux anciens combattants des ex-colonies de la Seconde guerre mondiale, qui sont à ce jour dix fois inférieures à celles de leurs compagnons de combat français de souche! Messieurs les cyniques, après avoir tenu bon pendant 60 ans, résistez encore un peu et l'affaire sera réglée à pas cher!

... de l'extrême générosité de la SNCF qui, pour le 25^{ème} anniversaire du TGV, a vendu 200.000 billets à 5 euro en 1 h 15. Elle est moins à grande vitesse pour la présence de l'Euskara dans ses gares du Pays Basque...

... que la victoire du parti conservateur en Suède, après 75 ans de règne social-démocrate, ne remette pas en question le fameux modèle suédois tant vanté par la classe politique française. Elle devrait y regarder à deux fois car en Suède les ministres n'ont ni logement de fonction ni voiture avec chauffeur...

ET je demande d'ailleurs à tous les journalistes qui pourraient lire cette chronique de ne plus me qualifier ainsi quand ils reproduisent mes propos, merci d'avance. Il peut paraître bizarre de dire cela quand on est abertzale, ça ressemble à un acte de contrition, mais ce n'en est pas un. Il me semble qu'il faudrait vraiment faire davantage attention aux mots qui sont utilisés à notre sujet, et que l'on utilise



d'ailleurs nous-mêmes alors qu'ils me semblent aussi impropres que dangereux.

Qu'est-ce que le nationalisme?

L'abertzalisme est-il un nationalisme? Et d'abord qu'est-ce que le nationalisme? Dans le *Petit Robert* (Bob pour les intimes), il est écrit: «1. Doctrine qui revendique pour une nationalité le droit de former une nation. 2. Exaltation du sentiment national; attachement passionné à la nation à laquelle on appartient, accompagné parfois de xénophobie et d'une volonté d'isolement. 3. Doctrine fondée sur ce sentiment, subordonnant toute la politique intérieure au développement de la puissance nationale et revendiquant le droit d'affirmer à l'extérieur cette puissance sans limitation de souveraineté». Rien de très plaisant pour quiconque souhaiterait utiliser ces définitions pour comprendre notre philosophie politique, mais pourtant une réalité historique incontestable. On sent une désagréable odeur de chemise brune naph-

Peio Etcheverry-Ainchart

talinisée, des relents de nuit de cristal, de Grande Serbie, d'épuration en tout genre. Même si j'étais réellement nationaliste, je pense que je tâcherais d'en cacher ces définitions tant elles sont connotées historiquement (en cela je ne comprends pas que le PNV n'ait pas changé de nom).

Mais il y a un autre problème: les définitions de Bob ne me satisfont qu'à moitié car elles sont contradictoires. Entre la première où est formulé le droit de former une nation (donc elle n'existe pas encore) et la deuxième où l'on est passionnément attaché à elle (donc elle existe déjà), on ne sait finalement pas si le nationalisme précède la nation ou s'il naît de celle-ci. Le politologue Ernest Gellner affirme que le nationalisme crée la nation, c'est-à-dire qu'il s'agit d'une construction «par le haut», par laquelle une idée de nation se constitue puis se propage par un processus à étapes au sein de la société jusqu'à ce que tout le monde s'y reconnaisse. Gellner a eu ses adeptes et ses contradicteurs; certains comme Delannoi ou Hobsbawm lui opposent l'idée que c'est au contraire la nation qui crée le nationalisme. En fait il est difficile de trancher car la diversité des cas que l'on a pu observer dans le monde et notamment en Europe fait qu'aucune norme n'a pu être établie de manière incontestable.

Un point commun: l'État-nation

Qui de la poule ou de l'œuf a été créé en premier? Il en est de même pour la nation et le nationalisme. Sauf que contrairement à la poule et à l'œuf qui n'ont a priori aucune velléité politique particulière (je me demande si parfois mes chroniques ne tombent pas dans l'absurde...) l'aboutissement classique du processus de création d'une nation ou d'un nationalisme est l'établissement d'un État-Nation, c'est-à-dire d'une entité officielle qui fait correspondre un territoire à une nation, et une citoyenneté à une nationalité. Peu importe si sur ce territoire il y a plusieurs nations, c'est celle qui est majoritaire qui l'emporte. Et la nation basque dans tout

cela, existe-t-elle? Y a-t-il un sentiment d'appartenance allant jusqu'à imaginer la constitution d'un État basque dans l'avenir? Il me semble que si l'on considère la population de ce territoire de «référence» que l'on appelle le Zazpiak Bat et les suffrages qu'elle accorde aux partis affirmant être en faveur de l'indépendance du Pays Basque, l'on peut considérer qu'une nation basque existe, ou au moins une idée de nation très avancée, ainsi que l'aspiration à la rendre souveraine. Mais sur ce même territoire coexistent deux autres identités de poids, espagnole et française, ce qui rend la situation complexe, d'autant plus que les trois identités peuvent être partagées, certains se sentant tout autant Basques que Français.

Qui est alors nationaliste?

Aux yeux de la définition reproduite plus haut, on se retrouve donc avec un territoire où quelle que soit l'identité que véhicule une personne, elle est attachée soit à un État existant, soit à un État de projet, les deux correspondant à une idée de nation. Et ceux qui s'en fichent car ils sont citoyens du monde? Ils me font rigoler car leur détachement feint et leur supposé humanisme universaliste s'effaceraient bien vite sinon pour des raisons d'appartenances identitaires, au moins pour des questions de droits sociaux, fiscaux, ou de développements économiques plus favorables. Identités locale et universelle sont complémentaires et non contradictoires. Quant au débat entre ceux qui choisiraient parce qu'ils se sentent Français, Espagnols ou Basques, et que je respecte tout autant, je ne vois pas en quoi les derniers seraient qualifiés de nationalistes et pas les deux premiers. Ils ont en commun des sentiments d'appartenance collective qui n'ont en théorie rien à voir avec la définition du *Robert* tant qu'ils ne sont pas conditionnés par une inégalité de traitement. Je ne vois pas en quoi l'abertzale, qui prône la méthode du référendum sans exclusive pour trancher cette question, est plus nationaliste que le Français ou l'Espagnol qui refuse que la population soit consultée. S'il est plus nationaliste (ce que donc je réfute) en tout cas il est plus démocrate.



Musée basque : à la recherche

Claude Labat, au cœur de la culture basque, attend que la nouvelle structure gestionnaire rende au Musée basque sa fonction éminente, patrimoniale et scientifique, en le dotant des outils modernes dont le coût de la réhabilitation immobilière de la Maison Dagourette l'avait privé. Il le veut en phase avec les préoccupations des gens de ce pays pour une ouverture humaine, vivante, créative. Le nouveau souffle du Musée basque répondra-t-il à cette exigence?



S I Bayonne souhaite un manager pour le Musée basque c'est qu'elle persiste à considérer cette institution comme un outil essentiellement voué à l'industrie touristique. Cette attitude ne surprend pas ceux qui se souviennent que lors de la fermeture du Musée basque pour restauration, l'idée avait germé dans la tête de quelques élus de faire de la maison Dagourette l'Office de tourisme de Bayonne. En gardant bien sûr les meubles, les objets et les costumes!

Par ailleurs, l'insistance sur la fréquentation du Musée basque, à supposer que les chiffres annoncés soient exacts, ne laisse pas d'étonner. Quel musée français, hormis (et encore) certains musées parisiens, peut-il se vanter de recevoir un nombre suffisant de visiteurs? Les musées, qu'ils soient des beaux arts ou ethnographiques ne sont pas des usines, ni des galeries d'hyper marché. On conçoit qu'aujourd'hui il soit nécessaire d'exiger un minimum de «rentabilité» à un musée mais sans oublier l'évolution récente de l'offre et de la demande en matière d'équipements culturels. Depuis la création du Musée basque, les lieux patrimoniaux se sont multipliés, mais les tarifs d'entrée ne les rendent pas forcément plus accessibles à une population dont le pouvoir d'achat stagne...

Cependant aujourd'hui, la situation devient inquiétante pour des raisons qui dépassent largement l'aspect économique. Non seulement le Musée basque a perdu l'aura qu'il avait dans le monde culturel, mais il est devenu le bouc émissaire d'une politique culturelle qui ne dit pas son nom: un manque d'ambition, une absence totale de projets et une dramatique perte du sens de la mission d'un musée. C'est dire si cette politique est une non politique. Cette situation n'est pas due à l'équipe qui anime le Musée mais à son environnement: beaucoup de responsables municipaux, qui affirment défendre ce musée, ne veulent pas comprendre ce que représente un tel outil. Il suffit de voir avec quelles difficultés le Musée parvient à enrichir et traiter ses collections. Sans doute le changement de statut du Musée basque va-t-il permettre une évolution, mais dans quelle perspective? Accepte-t-on vraiment qu'il soit à la fois un équipement touristique de qualité et un authentique pôle d'animation culturelle?

Le rapport des Maîtres du Rêve à la couleur d'un cauchemar

Bien sûr, il y a eu un audit. Mais au-delà du fait que plusieurs personnes

ou associations, comme la nôtre, qui collaborent depuis des dizaines d'années avec le Musée n'ont pas été «auditionnées», on peut se poser la question des retombées de cette consultation. Quand la municipalité bayonnaise a annoncé l'audit, nous étions nombreux dans le milieu culturel à parier sur les conclusions. Et nous ne nous sommes pas trompés. Maîtres du Rêve, bureau d'étude bien connu des acteurs culturels de la région, est parvenu exactement aux préconisations que nous avions présentées: le Musée basque est catalogué comme incompréhensible pour le public, il faut donc réorganiser l'exposition permanente et promouvoir une visite éclair qui débouchera sur une boutique bien garnie en matière de produits dérivés. Il va de soi que nous ne partageons pas tout à fait cette analyse. Le rapport des Maîtres du Rêve a la couleur d'un cauchemar.

Certes, l'exposition permanente du Musée est difficilement accessible à des non-spécialistes de la culture basque, mais cela tient en partie au fait que la muséographie n'est pas achevée. Pourquoi n'a-t-on jamais installé les moyens modernes destinés à présenter les objets dans leur contexte? Il est impossible d'expliquer aux visiteurs comment fonctionnait un évier en pierre comme celui qui est exposé (en morceaux) au 1^{er} étage, sans mettre à côté un schéma, une photo ou, mieux, un film de 2 minutes! On nous répondra que l'évolution du budget de rénovation n'a pas permis l'installation des bornes vidéo prévues à cet effet. Soit, mais alors, ne faut-il pas commencer par cela avant de bombarder un manager qui va devoir, une fois encore, inventer la poudre (aux yeux) au lieu de terminer ce qui a été décidé? À ce sujet, il faudra réfléchir à deux fois avant de lancer les audio guides préconisés par Maîtres du Rêve, car les objets du musée méritent une autre approche, plus active voire interactive et en phase avec des préoccupations actuelles. Sauf si on persiste à brader les richesses du musée dans une visite éclair de 30 minutes (passage à la boutique compris?).

Un manager pour un musée. L'homme miracle devra jouer l'homme orchestre. Dans une ville où l'on compte déjà un bon nombre de responsables chargés de la culture, on va demander à un seul homme de faire le lien avec l'équipe chargée de la conservation, mais aussi d'assurer la programmation des expositions temporaires, la promotion des animations, le choix des marchandises pour la boutique et la restructuration du rez-de-chaussée du Musée. Bref, un rouage supplémentaire qui peut complexifier la situation au

lieu de la rendre efficace.

Car, s'il faut des hommes, il les faut à des postes basiques de médiateurs du patrimoine, en contact direct avec le public local et touristique. C'est quand même autre chose que des audio guides dont on peut craindre que le discours ne sera jamais remis à jour. Mais ce qui manque le plus à ce Musée c'est un projet. Une politique culturelle. Et cela ne peut se mettre en place sans une conception très large de l'exploitation du patrimoine de cette région.

Le Musée basque doit servir d'abord aux habitants de ce pays

Entre la Ville et le Conseil général on doit bien pouvoir trouver un «manager» pour coordonner une véritable stratégie du patrimoine: travail scientifique (à moins que l'anthropologie dans ce pays ne soit réservée qu'à l'élite universitaire), politique d'enrichissement des fonds, soutien aux



Enseignant et secrétaire de Lauburu, Claude Labat est représentant des associations patrimoniales au CA de l'ICB. Il fait partie de la Commission permanente du patrimoine basque et du Conseil scientifique et pédagogique du Centre d'éducation au Patrimoine d'Irisarri. Il est membre de la Commission départementale des objets mobiliers. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur le patrimoine pour le grand public et pour les jeunes. Son dernier ouvrage, «Bayonne», raconte l'histoire autrement, vient de paraître en septembre 2006.

services éducatifs, lien avec la société actuelle. Car le Musée basque doit servir d'abord aux habitants de ce pays. Par exemple pour faire évoluer les commerçants et les acteurs touristiques à propos des images surannées que l'on propose aux visiteurs étrangers depuis Pierre Loti? Par exemple, pour informer les élus qui refusent le permis de construire dès qu'une construction s'écarte de «l'image» des maisons labourdines du 17^{ème} siècle! Par exemple, pour inciter les artisans du pays à concevoir des meubles basques contemporains avant que le pays ne soit inondé par les produits

“Elgarrekin urrats egiteko tenoreak jo du”

Que doit faire le mouvement abertzale pour atteindre le seuil de visibilité et de crédibilité permettant d’avoir une position de force au niveau des alliances ?

Alda! a offert à différentes tendances de l’abertzalisme la possibilité de s’exprimer sur ce sujet.

Après les réflexions d’Haritza Camblong et de Xabi Larralde, voici le point de vue de Jean-Michel Galant sur ce même sujet.

Nola abertzale mogimenduak ehuneko hogoia gaindi lezake?

Galdera huni erantzuterakoan, iduritzen zait gogoratu behar dugula azken hogoitabost urtetan abertzale mogimenduak egin duen bidea. Enbataren sortzetik egun arte, dirurik gabe edo hain guttirik bainan kemen ta nahikari haundiz, %12-ko hori lortzen dugu bana bertze Iparralde osoan. Militantisismoaren indarrez, hainbat gauza xutik emaiten jakin dugu hala nola Ikastolak, Herrikoa, Irratiak edo ta Kultur arloko ardatz zombait biziareziz.

ABERTZALEAK GIZARTE OSOAN BANATUAK

Hauteskunderi begira, hau baita lerro hauen gaia, emaitza oso ezberdinak lortzen dira kostako hiri gotorretarik barnealdeko herrietara. Duela hogoitabost urte gazte hutsak baziren, egun orduko gazteak adinean aintzinate dira eta gaztetaz gain gizarte osoan banatu dira abertzaleak. Horietan jende esperientziadunak eta berdin erreferentzia bilakatu direnak. Heldutasun horrekin batera hautetsi abertzale mulzo ederra daukagu eta nolazpait erran daitaie Enbata atorra ekartzeak emaiten zuen marginalizazio hura ttipitu dela. Abertzale agertzea nolazpait normalizatu egin da.

Horiek hola abertzalegoaren gohorakada gelditu edo bederen eztitu dela iduri luke azken bozkaldiak begiratu. Hunek bost gogoeta eginarazten ditu jakinez datorren urtea bozkaldi aunitzen urtea izanen dela. Behako hotza eginez iraganari eta bereziki azken urteri, pentsa daiteke ezitze hori abertzale munduaren zatiketaren ondorio zuzena dela bederen parte haundi batean.



“Compte tenu de la situation que vit actuellement le Pays Basque, il nous faut ouvrir de nouvelles voies. L’une d’elles pourrait être, de présenter une coalition des partis abertzale pour les prochaines législatives”

Hegoaldean elkarhizketarako mahaina ezartzekotan daudelarik, ez ote da mementoa Iparraldean ere gure iritzi desberdinak bazter utzirik eta aunitzez gehiago dauden gure ikusmolde ta sendimendu berdinak aintzinatez, elgarrekin aurkezteko mementoa? Bai gure eginbidea da egun, Euskal Herriak bizi duen memento huntan, bide berri batzuen zabaltzea. Horietarik bat Iparraldeko lau alderdi politikoek koalizio berri bat sortzea helduden legebiltzarre-

ko hauteskudentzat. ABko azken Biltzar Nagusian pozik gelditu nitzen ikustearekin gehiengo azkar batek ideia hori bermatu ginuela. Pozik ere azken egun hauetan agertu berriarekin zointan jakitendena lau alderdiak bilzen direla eta lanean ari direla norabide hori gauza dadin. Bai etorria da politika paisaje berri baten denbora. Nafarroan martxan ezarria duten "Nafarroa bai" koalizio berriaren pare, guk ere jakin dezagun Iparraldeko abertzaleok elgarretaritzen. Etorriko da denbora gure desberdintasunen agertzeko bainan mementoan gure abertzaletasunak hurbildu ta elkartu behar gaitu. Euskal Herria gain gainetik maite dugunok, bakoitzak bere gisan, aunitz gira eta denek bat egin behar dugu.

ETORKINAK GUGANATU

Holako gertakari batek oihartzun haundia ukan lezake guganatu behar ditugun bozkatazetan ta bereziki bortizkeria aitzaki zuten herritarretan bainan ere gutartera kanpotik etorriak direnetan. Zonbat jende ez dabila bere erroak galduta. Gure nortasun azkarrarekin jakin behar dugu hauen lehenik onartzen eta ondotik guganatzan. Jakinez zonbat kanpotiar etortzen eta etortzekoak diren, gero ta gehiago hauen esku izanen da gure herriaren etorkizuna. Hargatik iduritzen zait badela alde horitarik zer egin. Elgarrekin aurkezteak indar bat emaiten du, irudi baikor bat, indar metatze bat.

Estrategia inportantea bada, ez da aski. Hauteskunde guzitan hautagaiak behar dira,

hautetsi lanaz gutiziatuak erran nahi dut ardura kolektiboaz axolatu izan behar dela. Ez da aski hautagai izaitea bereziki herriko botzetan. Herriaren gora beheretaz jakinean izaiteaz gain, hobe doi bat formatua izanik. Gisa hor-

*"Unissons-nous
et
apprenons à faire
des pas ensemble
en ouvrant
de nouvelles voies
à l'abertzalisme"*

tan datozen egunetan ABk proposatzen dituen formakuntza egunak garrantzitsuak iduritzen zaizkit. Nahikaria aunitz izanikan ere, eta hau da beharrena, jakitateak laguntzen du hautagai bat herritarrekin duen harremanetan. Herri baten kudeantza, Herri Elkargoen tokia eta ahalmena, konduen eta aurrekonduen irakurketa, etxegintzaren garatze legeak eta abar eta abar, zonbat gai formakuntza egun batzuekin aipatzen ahal direnak eta batzuek bertzeen esperientziak trukatzan ahal.

ELKARTUZ ERE... EZ BAIGIRA SOBERA

Gisa huntan jakin dezagun gelditzen zauzkigun ilabete horien ongi baliatzen. Elkartuz ere ez baigira sobera izanen, bil gaiten eta elgarrekin urrats egiten ikas dezagun politika bide berriak zabalduz abertzalegoari.



Klixka

Ez dut sinesten

- Ez dut sinesten botere guzia duena baitan,
- Mundua sortuz geroz erokeriaren bideetan
- galtzen uzten duen zeruaren eta lurraren kreatzailean.
- Bere semeak fedea aldarrikatzen,
- tenplu desberdinetan zatitzen
- eta elkarren arteko gerla sainduetan
- sakrifikatzen uzten dituen Jaunaren baitan.
- Desberdin pentsatzen dutenak heretiko edo fedegabe izendatzen
- eta sarraskitzen uzten dituen Izpiritu Sainduaren bertutean.
- Emazteen zapalkuntza, atzo hemen eta gaur han, justifikatzen,
- eta kondoiak debekatuz SIDA munduan hedatzen
- uzten duen Maria Birjinaren baitan.
- Pontzio Pilatusen manuaren azpian pairatu eta gero,
- hainbeste zapaltzaileren aldean agertzeko,
- errepresio gogorrenak benedikatzeko
- hilen artetik bizirik jeiki zen
- Salbatzaile kurutzefikatuaren baitan.
- Duela 1000 urte gurutzadetarar deitu
- duela 500 Indiarrak eta heretikoak sutaratu
- duela 70 faxistak lagundu
- eta gaur edozein Busheria benedikatzeko prest den
- Eliza katoliko sainduan.
- Ez dut sinesten Protestanteen
- Judutarren edo Islamdarren
- ezta ere nihungo Jainkoren
- beti iraunen duen bizitzean.

Kalakari



Tribune Libre
Iritzia

Euskararen tokia, hau Alda! Euskararen toki hau, Alda!



Ellande Alfaro

Betiko euskararen zaintzale sutsuen arrazoinamenduak berriz ere agertu behar dituguia?

Aldi huntan zehatzkiago, euskarak prentsa idatzian duen tokia aipatzera natorkizue. Joan den aldi batez lagun batekin topo egin eta gai huni buruzko solasaldi baten ondotik.

*"Au Pays Basque,
ou
en Euskal Herria,
le pays de la langue basque,
la langue basque
et les bascophones,
sont étrangers!"*

Gaur egun, Euskal Herrian badugu euskara hutsez argitaratzen den aldizkari zombait, bainan noski konduan harturik erdaraz (Frantses - Español,...) zombait argitaratzen den, horrek betiko errealitate gordina aurpegiatzen digu:

**"EUSKAL HERRIAN,
EUSKARAREN HERRIAN,
EUSKARA ETA EUSKALDUNAK ARROTZI!"**

Bainan gai huntan bada alde bat kudeatzeko ez dena hain erres.

Badakigu euskara hutsez ari dena, nori ari den eta frantses hutsez ari dena ere, zertan ari den... Aldiz bi hizkuntza sartzen dituzten aldizkariak ere badira. Huna sortzen den

galdera nagusia: Zombait toki eman euskarari? Beste batzuek pentsatzen dugu, zombait toki eman erdarari?

%33 EUSKARAZ

Beti ere hortan da koska. Orain urte batzuek Euskal Herrian Euskarazek hitzarmen baten bidez aldizkari hauri proposatzen ziren beren aldizkariaren ehuneko erena (33%) bederen euskaraz izan zedien.

Nik hasteko esperientzia bat ukana dut aldizkari batekin. Euskara arrunt guti agertzen zuen eta harpidetza bukatu zitzaidalarik, ez erreberritzeko hautua egin nuen, esplikatuz euskararen toki ttipiena ere ez zela segurtatua eta beraz euskal irakurle gisa, euskara gehiago izan ezean, ez nuela harpidetza erreberrituko.

EUSKARARI TOKIA EGIN

Erantzuna: frantses publikoa euskal arazora hurbiltzeko hautua egin zutela eta frantsesez ere euskara aldarrikatzen ahal zela.

Hortan ados, bainan ez dut ikusten euskarari tokia eginez zertan galtzen dugun.

Euskal arazoari buruz informatu nahi duenak, nola gaizki ikus lezake euskararen presentzia?

Euskarazko idatziak frantseseko itzulpen ttipi batekin ez ahal daitezke egin? Eta kontrako, frantsesekoak euskarazko itzulpen ttipiekin. Badira hola ari diren aldizkariak.

Aldiz kezka haundi bat: irakurleak galtzeko beldurra.

"Erdaldun irakurlegoa galtzearen beldurrez, euskararen presentzia segurtatzeko indarrak egiten ez dutenek, ohartu behar dute, euskal irakurle batzuek galtzen dituztela."

Euskal Herria euskalduntzeko lanean, nola behar dugu ez dakiteneri euskara ikasarazi. Zendaiko ikasi nihun ez bada erabiltzen, ez bada agertzen, ez bada beharrik sortzen? Ala goitatu behar dugu irakurlegoa euskalduntzea, euskararen sartzeko?

Euskaldunentzat eta euskararentzat, euskararen herria behar luken Euskal Herrian, ez ahal da oinarritzeko eskubidea euskara toki guzietan presentzia izatea?

Egia erran ez dakit lagun harekin hainbeste luzatu nintzen, beti ere nere iritzien idaztera gonbidatu ninduen, hitza eman eta ezin jan!

*"Ceux qui,
de peur de perdre,
les lecteurs francophones,
ne font aucun effort,
pour assurer la présence
de la langue basque,
doivent se rendre compte,
qu'ils perdent aussi,
des lecteurs bascophones."*





Asteko Fitxa

Alda!



L'agenda de la Fondation
Manu Robles-Arangiz

2006-2007 : Programme de Formation de la Fondation Manu-Robles Arangiz

Alda! vous a présenté en exclusivité et sur trois numéros successifs le contenu du programme de formation de la Fondation Manu Robles-Arangiz pour l'année 2006-2007. Rappelons que ces formations sont gratuites et ouvertes à tous(tes). N'hésitez donc pas à passer l'information autour de vous ! *Ci-dessous, 3^e et dernière partie de la présentation.*

Week-weeks de formation :

1) Neuf grands enjeux géo-stratégiques du monde d'aujourd'hui : Mikel Aramendi (en euskara) : passionnant, extrêmement formateur, sous forme d'un week-end en Pays Basque intérieur (autour d'Hélette ou de Mendionde probablement) sans doute vers novembre-décembre ou début 2007, indiquez nous vos préférences :

- 1) Jusqu'à quand durera l'hégémonie des USA ?
- 2) ONU : gouvernement de gouvernements ou ONG d'ONG ?
- 3) Y aura-t-il unification politique de l'Europe au XXI^e siècle ?
- 4) La Chine deviendra-t-elle une démocratie ?
- 5) Une guerre nucléaire est-elle possible dans les années à venir ?
- 6) Jusqu'où ira la globalisation ?
- 7) L'émancipation des femmes est-elle un processus universel et irréversible ?
- 8) Peut-on réellement éradiquer l'extrême pauvreté ?
- 9) Quand le pétrole s'épuisera-t-il ?

2) Sustraiak : l'histoire des débuts du mouvement abertzale d'Iparralde (en euskara) soit le second week-end de décembre (8,9,10 décembre), soit pendant les vacances de Noël (du mardi 26 au samedi 30) :

Essayer de mieux comprendre les différents débats et enjeux du mouvement abertzale d'aujourd'hui en replongeant à ses racines. Des abertzale qui ont marqué l'histoire de ce mouvement raconteront chacun leur parcours personnel, quand, comment et pourquoi ils se sont engagé(e)s, quel a été leur cheminement, leur évolution... Nous prendrons ainsi connaissance des formes de lutte, des grands engagements et des différents combats des années 60 et 70. A travers ces expériences touchant des domaines très différents, nous tâcherons de retracer comment se sont forgées peu à peu les différentes facettes de l'abertzalisme d'Iparralde.

3) Histoire du Pays Basque

4) Violence / Désobéissance civile / Transition d'un scénario lié à la lutte armée à un processus souverainiste civil

5) Développement, décroissance

6) Economie, analyse critique du capitalisme

Stage intensif d'une semaine en juillet 2007 :

Le **marxisme** (économie, politique, histoire) : dans une maison en Pays Basque intérieur ou en Hegoalde, repas et hébergement assurés par la Fondation, s'inscrire le plus longtemps possible à l'avance (la date exacte sera fixée en fonction des gens qui nous auront manifesté leur intérêt pour ce stage).

Les différentes sessions de formation sont données en fonction de la demande. Plus de gens manifestent d'intérêt pour telle ou telle et plus vite elles sont organisées. Les dates vous sont communiquées par e-mail ou par téléphone si vous avez manifesté votre intérêt pour telle ou telle série de sujets à l'adresse e-mail suivante : ipar@mrfundazioa.org ou au téléphone suivant : 05 59 59 33 23, en laissant vos coordonnées mail ou téléphonique. (Même adresse pour demander à recevoir le programme complet de formation de la Fondation).

Sessions de formation
au local de la Fondation :
20, rue des Cordeliers,
dans le Petit Bayonne

☞ Conférence le **vendredi 29 septembre à 20h00** : "Où en est Euskal Herriko Laborantza Ganbara, que fait-elle concrètement sur le terrain ?" avec **Michel Berhocoirigoin** et **Maryse Cachenaout**

◆ Si beaucoup de monde a entendu parler de l'aspect symbolique ou revendication institutionnelle de Laborantza Ganbara, peu de gens savent par contre en quoi consiste l'activité quotidienne de la Chambre d'agriculture alternative d'Ainhice-Mongelos auprès des centaines de paysans qui ont désormais recours à ses services.

◆ Pourtant sur des dossiers aussi divers que l'eau, les énergies renouvelables, l'installation et la transmission des exploitations, le type de production, la complémentarité plaine-montagne, la commercialisation, l'aide dans les démarches administratives et le conseil juridique aux paysans, la formation, Laborantza Ganbara impulse au quotidien une politique qui est exactement à l'inverse de celle, productiviste et industrielle, prônée par la Chambre d'agriculture de Pau. Au delà de l'enjeu Chambre d'agriculture du Pays Basque ou des Pyrénées-Atlantiques, les pratiques concrètes promues par l'une et par l'autre sur le terrain sont radicalement différentes. Les conséquences de l'une et de l'autre sur le nombre de paysans, la nature de leur travail mais également la qualité de l'alimentation, le niveau de pollution engendrée, l'utilisation de l'eau, la production d'un certain type de culture, de vie rurale, d'environnement et de paysages seront tout autant différentes. C'est pourquoi cette affaire concerne aussi les habitants non paysans du Pays Basque.

◆ Ce sont donc ces actions concrètes réalisées au quotidien depuis plus de 20 mois déjà par Laborantza Ganbara avec et auprès des paysans que Michel Berhocoirigoin et Maryse Cachenaout détailleront lors de cette conférence.

Alda!

Manu Robles-Arangiz

Institutua Fundazioa

20, Cordeliers karrika, 64100 – Baiona

Tel. + fax : +33 (0)5 59 59 33 23

E-Mail: ipar@mrfundazioa.org

www.mrfundazioa.org

Zuzendaria: **Fernando Iraeta**

lpar Euskal Herriko arduraduna:

Txetx Etxeverry

Alda-ren koordinatzailea:

Xabier Harlouchet



erche d'un nouveau souffle

standardisés d'Ikea. Intelligemment articulé avec le CEP d'Irissarry (mais combien savent qu'il existe un Centre d'Education au Patrimoine dans ce pays?), le Musée basque pourrait devenir un outil culturel en phase avec la réalité socio-économique de ce pays et, du coup, il pourrait intéresser bien plus que les touristes qui ne sont que des consommateurs occasionnels de sensations fugitives. Pour la richesse de ses collections dont on ne voit qu'une infime partie dans les vitrines et pour sa bibliothèque inestimable, le Musée basque est l'un des musées ethnographiques les plus reconnus d'Europe... sauf ici à Bayonne où on le considère uniquement comme un lieu touristique. Mais, qui veut d'un tel outil dans ce pays qui cultive les images sages et politiquement propres? Surtout pas certains décideurs, ni certains commerçants, ou certains enseignants et certains médias... qui manifestent un désintérêt et parfois un franc mépris pour une culture basque déclinée au présent. Ni pour ceux qui accentuent le fossé entre un arrière-pays perplexe sur son avenir et une Côte qui se prend pour la Californie de l'Europe. La réserve d'Indiens d'un côté, les chercheurs d'or de l'autre. Mais surtout pas des Basques attachés à leur identité et bien dans leur peau d'hommes et de femmes du 21^{ème} siècle. Car c'est cela que permet un patrimoine bien pensé, bien géré et bien transmis. L'une des conséquences de cette non-politique en matière de patrimoine se manifeste par la multiplication des petits musées souvent associés à des entreprises économiques. Deux exemples. On connaît l'Ecomusée de la Tradition Basque dont le titre, pompeux et scientifiquement contestable, fait habilement vibrer la fibre écolo et la fibre passéiste. Et puis voilà que sort de terre, à l'intérieur du pays cette fois, un «Musée basque du pastoralisme» implanté dans une fromagerie. C'est une gifle pour le Musée basque de Bayonne qui offre sur le même thème un regard pluridisciplinaire bien plus signifiant qu'un alignement de kaku et de moules à fromage. Car ce n'est pas en exposant des objets qu'on explique le patrimoine d'une région c'est en donnant du sens. Or ça, c'est le boulot de professionnels. Et précisément, le Musée basque de Bayonne n'a pas assez de professionnels pour mener sa mission de transmission. Ce n'est pas de managers férus en économie qu'il a besoin, c'est de personnels compétents en conservation et en médiation. On pourrait ainsi imaginer des opérations patrimoniales de qualité qui permettraient aux petits musées privés de recevoir des objets prêtés par le Mu-

sée basque mais également d'être animés par des spécialistes formés par le CEP et le conservateur du Musée de Bayonne. Le public visé serait aussi bien les scolaires que le grand public, les spécialistes ou les professionnels. Mais non! Le Musée basque est à Bayonne, le CEP à Irissarry. Et le patrimoine demeure un terrain en friche offrant seulement à ce petit pays des discours éculés et des images d'Épinal pour se raconter à ses enfants et à ses visiteurs. Cela est d'autant plus navrant qu'il existe depuis plusieurs années, au sein de l'Institut culturel basque, des personnes qui réfléchissent sur une autre façon de concevoir et de gérer le patrimoine. Déjà, Pays Basque 2010 avait soulevé le voile des clichés et des habitudes stériles pour montrer ce que l'éducation et le tourisme avaient à gagner avec une politique patrimoniale innovante. Il faut croire que cela n'a pas été compris par les décideurs qui n'en finissent pas de monter des usines à gaz (pôle patrimonial par ci, conseil scientifique par là...) sans vraiment aboutir. Pourtant, dans ce département, il n'y a jamais eu autant de fonctionnaires, de techniciens et de «chargés de mission» pour le patrimoine.

Un centre de référence et de ressource en matière d'histoire, d'architecture et des modes de vie des villes de la Côte

L'avenir du Musée basque passe aussi par une redéfinition de la politique culturelle à l'échelle de la CABAB. Pour l'instant la Communauté d'agglomération n'a pas de compétences en la matière, ce qui entraîne un gaspillage de moyens (et pas seulement financiers) et des disparités plutôt regrettables. Depuis près de 15 ans, Biarritz a su développer de façon remarquable des outils qui la mettent en phase avec des expressions de notre temps. Bayonne, malgré son excellent festival de théâtre et sa Scène nationale, ne parvient pas à exprimer une ambition culturelle à moyen et long termes. Anglet au contraire affiche clairement son ambition de développer des événements culturels par exemple autour de l'art contemporain. En revanche, il faut reconnaître qu'au travers de structures telles que les MVC Bayonne rappelle que la culture n'est pas qu'un bien de consommation ou un luxe réservé à une catégorie de personnes. Mais là encore, pourquoi ne pas développer cette conception de la culture sur l'ensemble de la CABAB et envisager de mutualiser les initiatives, les moyens humains et financiers?

Pour en revenir au Musée basque, on pourrait suggérer qu'il devienne le



Un des 2.000 objets exposés au Musée Basque

centre de référence et de ressource en matière d'histoire, d'architecture et des modes de vie des villes de la Côte. Pourquoi ne pas étoffer l'équipe de guides conférenciers de Bayonne et proposer une approche historique de qualité sur tout le BAB? Pourquoi ne pas développer le tourisme industriel le long de l'Adour et du port? Pourquoi ne pas mettre en place des outils d'interprétation au service des professionnels du tourisme et des enseignants pour utiliser au maximum l'histoire et le patrimoine de la région? Pourquoi ne pas innover en matière de «boutique du Musée» et proposer en relation avec les disquaires, les libraires et les artisans, d'authentiques «produits culturels» qui montrent cette région autrement qu'en bleu et blanc ou en rouge et blanc?

Tout cela suppose une volonté de quitter les pratiques désuètes et de confier la culture et le tourisme à des professionnels qui n'ont pas uniquement le souci du tiroir caisse. Mais prend-on vraiment la bonne direction? On peut craindre que non quand on

voit dans quelle indifférence l'Université, autre outil de culture, va être étranglée sans possibilité de développement, dans le cœur même d'une ville qui se prétend capitale. Bayonne ne serait-elle qu'une ville de boutiquiers? L'ambition culturelle ne se mesure pas au nombre de salles de cinéma mais à la façon dont on avance vers l'avenir.

Alors, espérons qu'en changeant de statut le Musée basque gagne en efficacité par rapport à des pratiques politiques et culturelles qui ont fait leur temps. Pour ma part je défendrai toujours l'idée d'un outil culturel moderne, scientifiquement irréprochable mais en phase avec les préoccupations des hommes, des femmes et des jeunes qui vivent aujourd'hui. Car un musée n'est qu'un grenier poussiéreux s'il n'accompagne pas l'aventure humaine... vers plus d'humanité. Et tant pis si les commanditaires de Maîtres du Rêve me prennent pour un Maître des Fantômes.

Claude Labat

● Situation actuelle

- Propriétaire: Ville de Bayonne.
- Coût annuel pour la ville de Bayonne: environ 1 million d'euro (investissement et fonctionnement).
- Entrées: 30.000 visiteurs dont 20.000 payants.
- Chiffre d'affaire: 120.000 € dont 85% d'entrées (soit 15% de dépenses de fonctionnement).

● Nouvelle formule (à partir du 1^{er} janvier 2007)

- Propriétaire: Ville de Bayonne.
- Gestionnaire: «Syndicat mixte», 40% Ville de Bayonne; 30% CABAB; 30% département des Pyrénées-Atlantiques.
- Objectif: 1) renforcement des moyens techniques et humains.
2) 60.000 visiteurs (à court terme 40.000), soit 321.902 € + boutique 120.000 €.
- Coût annuel de gestion: (hors emprunt restant à la charge de la ville) 2007: 1.314.744 €: ville 40%: 398.349 €; CABAB 30%: 298.762 €; département 30%: 298.762 €

La loi qui interdit Bata

La loi organique 6/2002 du 27 juin 2002, dite des Partis politiques, a permis l'interdiction par le Congrès de toujours en vigueur, qui maintient son illégalisation et prévoit même celle d'un parti qui prendrait sa suite. Il nous présente nos lecteurs les principaux articles servant de base à la mise hors la loi d'un parti suspecté de complicité

(...)

Article 9 – Activité

1) Les partis exercent librement leurs activités. (...)

2) Un parti politique sera déclaré illégal quand son activité portera atteinte aux principes démocratiques, particulièrement lorsque celle-ci cherchera à dégrader ou à détruire le régime de libertés ou à paralyser ou à éliminer le système démocratique, à travers les moyens suivants, réalisés de manière grave et répétée:

a) Atteindre systématiquement aux libertés et droits fondamentaux, en promouvant, justifiant ou excusant les attentats contre la vie ou l'intégrité des personnes, ou par l'exclusion ou la persécution de personnes en raison de leur idéologie, religion ou croyances, nationalité, race, sexe ou orientation sexuelle (...).

b) Fomentier, favoriser ou légitimer la violence comme méthode pour l'obtention d'objectifs politiques ou pour faire disparaître les conditions précises de l'exercice de la démocratie,

du pluralisme ou des libertés publiques.

c) Compléter et soutenir politiquement l'action d'organisations terroristes pour l'accomplissement de leurs buts de changer l'ordre constitutionnel ou d'altérer gravement la paix publique, tentant de soumettre à un climat de terreur les pouvoirs publics, certaines personnes ou groupes de la société ou de la population en général, ou encore de contribuer à multiplier les effets de la violence terroriste et de la peur et de l'intimidation générée par elle.

3) On admettra que les circonstances du paragraphe précédent sont réunies dans le cas d'un parti politique, lorsque se produira la répétition ou l'accumulation de l'un des comportements suivants:

a) Apporter un soutien exprès ou tacite au terrorisme, en légitimant les actions terroristes pour la réalisation d'objectifs politiques en marge des moyens pacifiques et démocratiques, ou en excusant ou minimisant leur si-



gnification et la violation des droits fondamentaux que cela comporte.

b) Accompagner l'action de la violence avec des programmes et positions qui favorisent une culture de l'affrontement et de la confrontation civile liée à l'activité des terroristes, ou qui cherchent à intimider, faire renoncer,

neutraliser ou isoler socialement ceux qui s'y opposent, en les faisant vivre quotidiennement dans une atmosphère de coercition, peur, exclusion ou privation élémentaire des libertés, et en particulier de celle d'opinion et de participation libre et démocratique aux affaires publiques.

J. J. Ibarretxe tente de relancer le dialogue

GRAND intérêt médiatique autour de la rentrée parlementaire de la Communauté autonome à Gasteiz, vendredi 22 septembre. Le débat de politique générale et plus particulièrement l'intervention du Lehendakari Juan Jose Ibarretxe prenaient en effet une profonde signification en ces temps de surplage du processus de paix. J. J. Ibarretxe a d'ailleurs dit partager la préoccupation de la société qui a succédé à l'espoir né du cessez-le-feu d'ETA, il y a six mois jour pour jour. Les obstacles sont évidents dans l'avancée de la consolidation de la paix, a-t-il dit, faisant référence à «l'intransigeance» persistante du Parti Populaire et au regain de la «kale borroka». Ses critiques ont été aussi vives à l'égard du Parti socialiste et du gouvernement de Madrid pour la dureté de la politique pénitentiaire envers les Basques. Il a particulièrement critiqué le maintien de la Loi des partis, dont nous donnons par ailleurs les axes essentiels, qui fut créée sur mesure pour la mise hors la loi de Batasuna, prônant «un dialogue sans exclusive» pour un accord politique entre les partis avant consultation démocratique de la société basque.

Le Lehendakari, prenant la mesure de sa mission en cette période d'extrême tension, ne s'est pas contenté de dénoncer les responsabilités des uns et

des autres dans la situation actuelle de blocage, mais a aussi proposé un certain nombre de mesures pour une issue positive. D'abord il a appelé les partis politiques à dépasser les rencontres bilatérales pour le dialogue multipartite. «De quoi a-t-on peur?». Il a appelé à un accord préalable sur les principes éthiques communs à tous: pluralité,



Le Lehendakari, J. J. Ibarretxe à la tribune du Parlement de Gasteiz

non-exclusion, recours aux seules voies démocratiques, respect des droits de l'Homme, entre autres. Il suggère d'utiliser le texte de l'appel lancé par la plateforme des femmes «Ahotsak» qui a le mérite d'émaner d'un collectif de femmes issues de l'ensemble de l'éventail politique et social hormis l'extrême droite, «le plus important consensus politique et territorial (Navarre et Iparralde

compris) réussi à ce jour». J. J. Ibarretxe propose une méthodologie, un agenda, un contenu afin de faire avancer la, ou les tables de négociations entre les partis. Pour que la mouvance Batasuna puisse entrer dans le jeu politique légal, il demande à ce parti d'élaborer de nouveaux statuts et au gouvernement espagnol des garanties

juridiques qui passeraient par la modification de la Loi des partis. L'exécutif du PSOE offrirait alors «la meilleure contribution possible à une normalisation politique». Enfin, J. J. Ibarretxe a évoqué la participation des partis de Navarre et d'Iparralde sans exclure que cela soit pour certains un «obstacle insurmontable». Elevant le débat, le Lehendakari a demandé la prise en compte pour

«avancer dans le chemin de la paix» de la douleur des victimes et le respect des droits des personnes détenues. Et d'en appeler à l'implication de la société à travers les institutions locales et les agents économiques et sociaux.

Les intervenants au débat parlementaire venant des trois partis participant au gouvernement basque, PNV, EA et IU, ont soutenu l'analyse et les propositions du chef du gouvernement. Le porte-parole du PP, Leopoldo Barreda, a accusé le Lehendakari d'être exigeant vis-à-vis de Madrid et complaisant envers «l'organisation terroriste». Patxi Lopez, secrétaire du Parti socialiste d'Euskadi, a renouvelé sa confiance au Président Zapatero et affirmé: «la paix n'est ni l'autodétermination ni la territorialité». Dans une interview à Euskal Telebista, Fernando Barrena, au nom de Batasuna, estime que pour le PSOE l'interdiction de son parti est une excuse en or pour «dilapider le processus mettant en marche la table multipartite de dialogue». Par ailleurs, Diario Vasco et ABC, tenant, selon eux, leur information de source sûre, affirment qu'ETA a fixé au 15 octobre la date limite pour que le gouvernement espagnol s'ouvre enfin. Et d'ajouter qu'ETA a repoussé ces dernières semaines une offre de rencontre avec des émissaires de Madrid car le processus politique n'a pas encore démarré.



suna

des députés du parti abertzale Batasuna. C'est cette loi, Il nous a paru intéressant de porter à la connaissance de l'implaisance envers la violence ou le terrorisme.

c) Inclure régulièrement dans ses organes de direction ou dans ses listes électorales des personnes condamnées pour délits de terrorisme n'ayant pas publiquement refusé les fins et les moyens du terrorisme, ou bien entretenir un nombre élevé d'adhérents dans le double militantisme avec des organisations ou des entités liées à un groupe terroriste ou violent, sauf si des mesures disciplinaires conduisant à l'exclusion ont été adoptées contre lesdits militants. (...)

f) Collaborer habituellement avec des entités ou des groupes qui agissent de forme systématique en accord avec une organisation terroriste ou violente, ou qui protègent ou soutiennent le terrorisme ou les terroristes. (...)

h) Promouvoir, couvrir, ou participer à des activités qui ont pour objet de récompenser, rendre hommage, ou mettre en valeur les actions terroristes ou violentes ou ceux qui les commettent ou qui y collaborent.

i) Couvrir les actions de désordre, intimidation ou coercition sociale liées au terrorisme ou à la violence.

4) Pour l'appréciation des activités citées au présent article ainsi que de la poursuite ou la répétition de celles-ci au cours de la trajectoire d'un parti politique, même s'il a changé de dénomination, il sera tenu compte des résolutions, documents et communiqués de parti, de ses organes et de ses groupes parlementaires et municipaux, du déroulement de ses actes publics et de ses rendez-vous citoyens, des manifestations, agissements et engagements publics de ses dirigeants et des membres de ses groupes parlementaires et municipaux, des propositions formulées au sein des institutions ou autour d'elles, tout comme des attitudes répétées de façon significatives de ses adhérents ou de ses candidats.

Seront également prises en considération les sanctions administratives imposées au parti ou à ses membres, et les condamnations pénales de ses dirigeants, candidats, élus ou adhérents. (...)

*Traduction Enbata

50^{ème} jour de jeûne pour Iñaki

IÑAKI DE JUANA CHAO, hospitalisé à Algeiras le 21 septembre, est toujours en grève de la faim pour protester contre son maintien illégal en détention. Sa famille a pu lui rendre visite le 23. Le preso est alimenté artificiellement.

Autour de son cas, c'est la mobilisation. Les prises de position se multiplient, ainsi que les manifestations. Vendredi 22, à Bayonne, un rassemblement a eu lieu devant le Consulat d'Espagne, gardé par un cordon de CRS.



Demo dans la Cathédrale de Bayonne

Le lendemain soir, un groupe de Demo pénétrait dans la Cathédrale de Bayonne pour y passer une nuit et une journée de jeûne en solidarité avec le militant emprisonné. On annonce de nouvelles mobilisations ce vendredi.

Télévision numérique



Hur Gorostiaga (Le Journal du PB), Josu Juaristi (Gara), I. Hernando (Deia), Julio Iturri (Noticias) et Martxelo Otamendi (Berria)

BILBAO le 14 septembre a été le cadre de la présentation du groupe de télévision numérique «Hamaika» constitué entre autres de l'entreprise de télévision et communication Euskaltel, du producteur de film et de TV «Bainet» et des éditions «Elkar» (livres en basque). Se sont associés à cette création plusieurs organes de presse tels: Gara, Berria, Deia,

Diario de Noticias et pour Iparralde Le Journal du Pays Basque.

Dans quelque temps le gouvernement basque lancera des appels d'offre dans la Communauté autonome pour l'obtention de licence de diffusion de chaînes TV locales. «Hamaika» entend se positionner sur des stations locales numériques en langue basque.

Soutien à Filipe Bidart



Battiite Amestoy et Me Anne-Marie Mendiboure

La deuxième demande de liberté conditionnelle de Filipe Bidart présentée le 7 juillet 2005 a été étudiée par le Tribunal d'Application des peines de Clairvaux le 13 décembre 2005 qui a ajourné sa décision en septembre 2006. Entre temps le dossier Bidart a été transmis à la nouvelle juridiction d'Application des peines anti-terroristes qui l'examine-

ra en audience le lundi 2 octobre 2006.

Une manifestation est organisée ce prochain samedi 30 septembre à 15h devant le Palais de justice de Bayonne pour soutenir la mise en liberté de Filipe. Une seconde manif est prévue le jour de l'audience, lundi 2 octobre à 19h toujours devant le Tribunal de Bayonne.

ETA n'abandonnera pas les armes avant l'indépendance

ETA s'est à nouveau manifesté d'une manière spectaculaire. Samedi 23 septembre, à Oiartzun, au col d'Aritxulegi, au cours de la traditionnelle manifestation des 218 gudari, Gudari Eguna, morts dans la lutte d'ETA, au milieu de 1.500 personnes, trois membres

de l'organisation armée, cagoulés, sont montés sur l'estrade. L'un a lu le communiqué (extrait après), les deux autres fusils à la main. Ils ont tiré sept coups de feu en l'aire, en rappel aux sept provinces d'Euskal Herria.

«Aucun cadeau ne nous sera fait, l'avè-

nement de l'indépendance est dans les mains de chacun de nous. Nous y parviendrons grâce à chacune de nos actions» (...) «La journée des gudaris n'est pas l'occasion de s'arrêter sur le passé. Elle doit au contraire servir à renforcer l'engagement de chacun. La lutte n'est

pas le passé, elle est uniquement le présent et l'avenir» (...) «Nous confirmons notre engagement à continuer à lutter avec fermeté, les armes à la main, jusqu'à l'obtention de l'indépendance et du socialisme en Euskal Herria. Notre sang est préparé à être donné pour elle!».



Mémoire sélective

JE garderai toujours dans mes souvenirs cette fin d'après-midi de septembre 1979 (quel jour? Je ne sais. Peut-être le 11) où, en compagnie de mon épouse et de notre ami Morton Levine, nous admirions la ville de New-York du haut d'une des tours jumelles. Le soleil se faisait rasant et se reflétait sur les vitres des gratte-ciel, l'obscurité envahissait la ville, les lumières s'allumaient et, petit à petit, naissait la féerie de la ville illuminée.

Vint le 11 septembre 2001, les fameuses tours jumelles, orgueil des Américains, percutées par deux avions, l'effondrement des tours, dans le fracas et la poussière, ensevelissant 2.749 morts. En un mot, l'enfer! Depuis, chaque année, l'événement est commémoré, la litanie des 2.749 noms égrenée, le pays tout entier observe le silence et se recueille. Outre les victimes, les parents, enfants, familles endeuillées et dont il convient de respecter les souffrances, c'est l'Union des Etats d'Amérique (USA) qui est blessée dans son orgueil et qui répercute cette blessure à travers le monde entier.

Je conserve encore intact dans mon esprit un autre 11 septembre, celui de 1973. A la suite d'une réunion d'Euskaltzaindia à Burguete en Navarre, je prenais quelque repos avec mon épouse et, ce jour-là du 11 septembre 1973, j'appris dans un hôtel de Eugui l'attaque du Palais de la Monada par l'armée commandée par le général Pinochet. Le soulèvement militaire se faisait contre le gouvernement de gauche du Président Allende, la CIA

Jean Haritschelhar

ayant apporté tout son appui à la rébellion car les Etats-Unis ne pouvaient souffrir l'existence d'un tel gouvernement pourtant issu des urnes et parfaitement légitime dans ce coin de l'Amérique du Sud. La doctrine de Monroe prenait son plein effet: l'Amérique aux Américains. A Santiago des morts par milliers, ceux du deuxième, ceux de la dictature avec les tortures préliminaires, l'exil pour



«L'histoire des peuples est faite de dates, les 11 septembre se succèdent, les 8 mai ne sauraient ôter Sétif...»

les intellectuels. Combien de familles désunies, frappées par le malheur, que de souffrances étalées dans le temps, celui des dix-sept années d'une dictature instituée, hélas! par une démocratie triomphante et arrogante. Il ne faut pas avoir la mémoire courte, encore moins sélective.

8 mai 1945, voilà une date qui compte dans l'histoire de France, celle qui, après la libération du territoire au cours du deuxième semestre de 1944, voit l'effondrement de la barbarie nazie et la fin de la deuxième guerre mondiale en Europe, en atten-

dant la fin des hostilités au Japon à la suite des deux bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki. Le 8 mai 1945 est pour les Français la fin d'un cauchemar, le retour des prisonniers de guerre, le retour aussi des déportés, la découverte de l'horreur absolue de la Shoah. C'est, à la fois, la fin du III^{ème} Reich et le début d'une Allemagne nouvelle avec laquelle se fera la réconciliation, puis l'alliance avec le rêve d'une Europe enfin pacifiée passant de six à douze, quinze, vingt-cinq Etats où toute guerre civile est désormais interdite. C'est la «*pax romana*» des Latins instituée en Europe.

Mais ce même jour du 8 mai 1945, à Sétif en Algérie, à la suite de quelques mouvements qualifiés de subversifs, l'armée française réprime ces mouvements d'une manière sanglante, faisant de très nombreux morts ainsi que des blessés. Le vent de l'émancipation a commencé de souffler en Algérie, plus particulièrement dans le Constantinois et la réponse en est la dure répression. Ce sont là, en ce même jour où l'on célèbre la victoire des Alliés et la fin de l'horreur, les prémices de la guerre d'Algérie qui éclatera neuf années plus tard en cette nuit de Toussaint 1954, véritable guerre puisqu'il faut l'appeler par son nom, et se terminera par l'indépendance algérienne.

L'histoire des peuples est faite de dates, les 11 septembre se succèdent et l'un d'entre eux ne doit pas faire oublier l'autre, les 8 mai, je ne saurais ôter Sétif de mon souvenir. N'ayons pas la mémoire courte, encore moins sélective.

Sur votre agenda

Iraila:

✓ **Vendredi 29, 20h, BAYONNE** (Fondation Manu Robles-Arangiz). Conférence «*Où en est la Chambre d'agriculture alternative?*» par Michel Berhocoirgoïn et Maryse Cache-naut.

✓ **Samedi 30, 17h, BAYONNE** (Siège d'Eusko Ikaskuntza). Conférence «*Les piments du Pays Basque*».

Urria

✓ **Dimanche 1^{er}, 11h30, BIARRITZ** (Esplanade du Casino). Reprise des Mutxiko.

✓ **Dimanche 1^{er}, 15h30 en français, 16h en basque, BAYONNE** (Musée basque). Kristian Liet commentera «*la maquette du port de Bayonne en 1805*».

✓ **Mardi 3, 18h30, ANGLET** (Bibliothèque municipale). Chants Sépharades par Claire Zalamansky.

✓ **Mardi 3, 20h30, SAINT-PALAIS** (Zabalik, couvent des Franciscain). Réunion d'information sur la pétition Batera.

✓ **Du jeudi 5 au samedi 7, LABASTIDE CLAIRENCE.** «*S'abriter ou habiter?*», conférences, spectacles et expositions en partenariat avec l'Institut culturel basque.

■ A lire en kiosque, *le Festin* n°59. Avec entre autres articles:

— «*L'éternel Lachepaillet à Bayonne*» par Olivier Ribeton.

— «*Le rétable majeur*» de l'église St Jean-Baptiste de St Jean de Luz.

— «*Biarritz en ligne de mire*» réaménagement du centre urbain par J-M. Wilmotte.

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.46.11.16. Fax: 05.59.46.11.09. Abonnement d'un an: 55€. Responsable de la publication: Jakes Abeberry. Dessins: Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne. Commission paritaire n°1010 G 87190.

Sommaire

- Musée basque: à la recherche d'un nouveau souffle 4 et 9
- Les Chroniques d'Alda! 5 à 8
- La loi qui interdit Batasuna 10 et 11

Ça tourne plus rond dans le monde de la pelote



De g. à dr.: Jean-Michel Idiart (EPB), François Laco (médiateur) et Adrien Camino (FFPB)

LA sérénité va-t-elle revenir dans le monde de la pelote professionnelle à main nue? Tout semble l'accréditer. Le conflit ouvert entre la Fédération française de pelote et ses joueurs professionnels de main nue organisé dans une structure, «*Elite Pelote Basque*» animée par Jean-Michel Idiart, vient en effet de franchir une étape de réconciliation. Sous l'égide de la délégation du ministère des Sports, les deux parties ont signé le 19 septembre un protocole de partenariat qui prendra effet le 1^{er} janvier 2007 pour une durée de deux ans.

Tous les pilotari reprendraient leur licence à la Fédération qui organisera les championnats de France par équipe et en tête-à-tête. «*Elite pro*» poursuivra ses tournois tout au long de l'année en intégrant, si besoin, les jeunes talents amateurs. En toile de fond, se dessine la mise en place d'une Ligue professionnelle au sein de la Fédération. La signature de l'accord est intervenu durant le championnat du monde de pelote de Mexico où la délégation de la FFPB était dirigée par son président Roland Dufourg.